

(Non au blocage de réseaux,) non à un grand pas vers la censure d'internet

24.05.2018

D'un coup d'oeil

Le 10 juin 2018, les citoyens suisses se prononceront sur la nouvelle loi sur les jeux d'argent. Afin de protéger les casinos suisses, la loi prévoit – c'est une nouveauté en Suisse – la possibilité de bloquer l'accès au réseau pour interdire l'utilisation de jeux d'argent proposés par des sociétés étrangères.

Internet est l'une des principales technologies faisant avancer la numérisation. C'est devenu une colonne vertébrale de notre société moderne et notre quotidien ne serait plus imaginable sans le web. Pour une économie ouverte et moderne comme celle de la Suisse, un internet ouvert et sûr est primordial. Intervenir dans ce domaine par des blocages de réseaux est dangereux et dommageable.

Le blocage de réseaux à des fins protectionnistes

Les blocages de réseaux sont imposés par l'État et visent à interdire à quiconque l'accès à certains sites internet. En principe, il incomberait aux fournisseurs d'accès d'empêcher l'accès à certaines pages. Alors qu'ils visent des fins protectionnistes, ils peuvent être contournés en quelques clics même sans connaissances spécialisées. À cela s'ajoute qu'ils occasionnent des dommages importants à l'infrastructure du réseau, au détriment de l'économie et de la société. L'idée qui inspire les blocages prévus par la loi sur les jeux d'argent est totalement dépassée: aujourd'hui, la majorité des connexions sont cryptées. Un internaute qui tente d'ouvrir une page bloquée est seulement redirigé vers une page le mettant en garde contre le phishing de données, qu'il tentera ensuite de contourner. L'internaute n'est pas redirigé vers une page d'information officielle – comme le voudrait la loi – et peut rapidement tomber dans les filets d'escrocs.

La porte ouverte aux restrictions d'internet

Commencer à bloquer les jeux de hasard en ligne peut vite conduire à une extension de la censure à d'autres domaines. Une fois que les instruments requis existeront, d'autres groupes d'intérêt trouveront en effet rapidement des motifs de bloquer d'autres sites. L'introduction de blocages d'accès pourrait ainsi ouvrir une brèche dans le domaine de la censure d'internet. Cela donnerait un mauvais signal à d'autres domaines et aurait un effet désastreux sur la perception de la Suisse à l'étranger, en tant que lieu accueillant pour des entreprises technologiques tournées vers l'avenir.

Dossierpolitique sur ce thème

Lisez dans notre dossier politique comment fonctionnent les blocages de réseaux, comment il est simple de les contourner et pourquoi de premières mesures vers une censure étatique d'internet doivent être refusées en votant NON le 10 juin 2018 à la loi sur les jeux d'argent.



Dominique Rochat

Responsable de projets Senior Énergie, environnement, infrastructures et numérisation



Erich Herzog

Responsable du département Concurrence et réglementation, General Counsel, membre de la direction élargie